



Monde

Mais comment font ces diables d'Anglais ?

Réformes

David Cameron peut sourire. L'économie britannique a créé 1,2 million d'emplois depuis 2010, et le taux de chômage y est 40 % plus bas qu'en France. La croissance est aussi trois fois plus rapide outre-Manche.

Ce 9 octobre, David Cameron devait fêter son 48^e anniversaire avec plus de sérénité que l'an dernier. Il a marqué des points sur plusieurs dossiers. La victoire claire et nette des unionistes au référendum écossais du 18 septembre a fait de lui le sauveur du Royaume-Uni. La menace de l'indépendance de l'Écosse est écartée pour quelques années.

Il a aussi obtenu une très large majorité à la Chambre des communes pour rallier la coalition anti-islamiste en Irak : il y a un an à peine, le Parlement lui avait refusé de lancer des frappes contre le régime de Bachar al-Assad.

Il y a bien quelques couleuvres avalées à Birmingham, au congrès annuel du Parti conservateur. Ce dernier grand rendez-vous politique avant les élections générales de mai 2015 a été un peu gâché par la démission de Brooks Newmark, son ancien ministre de la Société civile, compromis dans un scandale sexuel, et par la défection de deux députés conservateurs partis rejoindre l'Ukip (United Kingdom Independence Party, Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), ce parti europhobe et populiste qui commence à tailler des croupières aux conservateurs.

L'un de ces transfuges, Douglas Carswell, pourrait même devenir le premier député élu sous l'étiquette Ukip au Parlement de Westminster, ce 9 octobre, à la faveur de la législative partielle provoquée par sa démission des Communes. Nigel Farage, le chef de l'Ukip, a mis du sel sur la plaie : *« Il y a un tel sentiment que les dirigeants politiques travaillistes, libéraux-démocrates et conservateurs sont devenus complètement sourds à l'opinion publique que je ne serais pas surpris de voir d'autres défections. »*

C'est surtout de l'état de l'économie que Cameron peut se réjouir, à la veille de la campagne électorale du printemps prochain. Une victoire lui

permettrait de tenir sa promesse d'organiser, « avant 2017 », un référendum sur la sortie de l'Union européenne. Ce serait un moyen de couper l'herbe sous le pied de l'agaçant Nigel Farage.

Tous les indicateurs de l'économie britannique sont au vert. Les performances sont même meilleures que prévu. Malgré la poursuite de la politique d'austérité destinée à assainir les comptes publics, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'accélère : elle était de 0,7 % au premier trimestre 2014 par rapport au quatrième trimestre 2013, puis de 0,9 % sur la période avril-juin 2014 par rapport aux trois premiers mois de l'année. Elle devrait être de 3,2 % sur l'année entière. L'ef-



LEON NEAL/AFP



David Cameron et son épouse au congrès conservateur de Birmingham. Après le chantier économique, il s'attaque au dossier européen.

Monde

fort budgétaire est néanmoins poursuivi. Le gouvernement prévoit de geler les allocations sociales jusqu'en 2017, pour contribuer à la réduction des déficits.

Londres a choisi la réduction des dépenses et le soutien massif aux entreprises. Pas Paris.

Ces succès de David Cameron et de George Osborne, son chancelier de l'Échiquier, éclairent d'une lumière cruelle le marasme français et l'impuissance de François Hollande et Manuel Valls (lire aussi page 44). « La crise a révélé et accentué le fossé entre les "économies matelas" et les "écono-

mies trampoline" », analyse le Cercle d'outre-Manche, un groupe de réflexion fondé en 2004 pour faire du benchmarking (analyse des meilleures pratiques) entre la France et le Royaume-Uni. Sa nouvelle étude met à plat les deux approches différentes de la gestion de la crise.

Le constat est clair. Confrontés à l'ampleur de la crise qui dure depuis 2008, la France et le Royaume-Uni devaient réformer. Seul Cameron a relevé le défi, avec des résultats. Ses choix politiques et sa stratégie économique fonctionnent, estime Arnaud Vaissé et Pascal Boris, les cofondateurs du Cercle d'outre-Manche : « Alors que la France et le Royaume-Uni sont deux pays comparables, leurs politiques publiques pour sortir de la crise ont été radicalement opposées. » Londres a choisi la réduction des dépenses et le soutien massif aux entreprises ; Paris a maintenu des dépenses sociales non maîtrisées et augmenté la pression fiscale : « Aujourd'hui, le poids de la fiscalité représente 36 % du PIB au Royaume-Uni, soit onze points de moins qu'en France. »

Le modèle britannique prend l'avantage pour la croissance : elle est de 3,2 % outre-Manche, contre 0,1 % en France ! Jeu gagnant aussi contre le chômage : son taux est de 6,2 % au Royaume-Uni, contre 10,3 % en France. Le chiffre des créations d'emplois est spectaculaire : 1,1 million de nouveaux jobs ont été créés au Royaume-Uni entre janvier 2008 et juin 2014.

Ces emplois sont-ils précaires ? Ils le sont beaucoup moins qu'en France : 80 % des travailleurs britanniques de moins de 25 ans ont un contrat à durée

OÙ EST LA PROSPÉRITÉ AUJOURD'HUI ?

	France	Royaume-Uni
Croissance (2 ^e trimestre)	0,1 % (0,3 % en 2013)	3,2 % (1,9 % en 2013)
Création d'emplois (dans le secteur marchand, depuis 2010)	180 000	1,2 million
Taux de chômage	10,3 %	6,2 %
Chez les moins de 25 ans	24,2 %	19,8 %
Dépenses publiques	57,1 % du PIB	47,2 % du PIB

Sources : Insee, ONS, 2014.

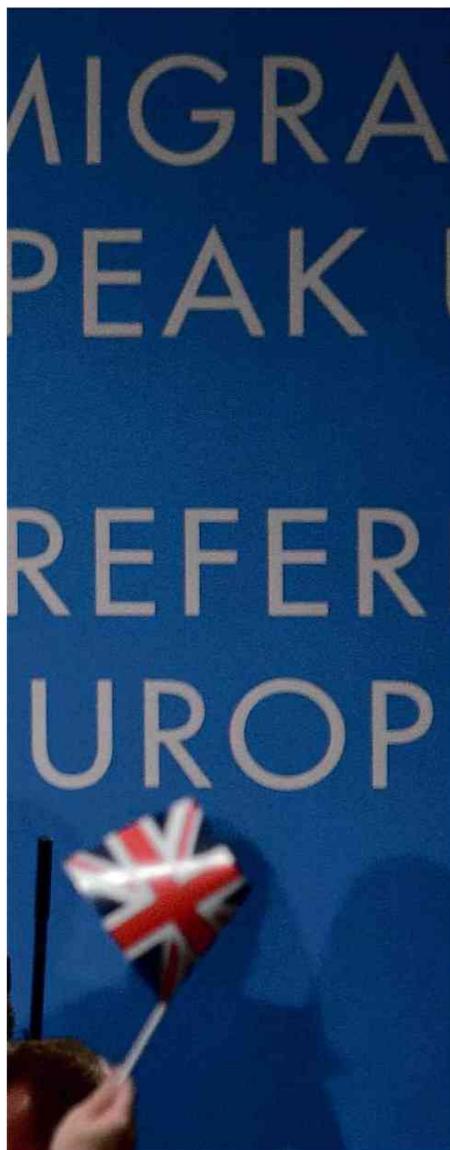
indéterminée, contre à peine la moitié des jeunes Français. Cette réalité explique la hausse importante du nombre de *Frenchies* en Angleterre.

Une partie de ce succès s'explique par le recours au travail flexible et par le modèle efficace des autoentrepreneurs : ils représentent 732 000 personnes, soit les deux tiers des nouveaux emplois dans le bâtiment, l'artisanat, le transport, mais aussi dans la catégorie "dirigeants et directeurs". Commentaire du Cercle : « L'ampleur de la crise au Royaume-Uni a contraint le pays à se réformer et à mener une politique proentreprises et donc proemplois pour générer davantage de richesses. »

Le Royaume-Uni revient pourtant de loin. Le sauvetage de son secteur bancaire lui a coûté près de 70 milliards d'euros, avec une forte hausse

Recette Les 10 clés du succès britannique

- 1) Faire du plein-emploi un projet de société : réhabiliter la valeur travail.
- 2) Dépenser moins pour taxer moins : diminuer l'emploi dans la fonction publique.
- 3) Reconnaître que la flexibilité est la condition nécessaire à la croissance de l'entreprise et donc à l'emploi.
- 4) Obliger l'administration à traiter ses interlocuteurs comme des clients et non comme des assujettis.
- 5) Rendre l'économie plus performante dans la mondialisation en favorisant l'innovation et la création d'entreprises.
- 6) Ajuster le coût du travail en fonction de la compétitivité.
- 7) Privilégier une politique de l'offre : alléger la fiscalité sur le travail et le capital pour préserver la compétitivité des entreprises.
- 8) Moduler le salaire minimum afin de rendre employables les travailleurs les moins qualifiés.
- 9) Négocier avec des syndicats représentatifs, à la recherche du meilleur compromis pour l'employé et l'employeur.
- 10) Pratiquer la dévaluation compétitive.





Monde

- ▶ du déficit public, passé de 2,8 % du PIB en 2007 à 11,4 % en 2009, et une explosion de la dette publique, de 43,7 % en 2007 à 90,6 % du PIB en 2013. Comment les Britanniques ont-ils fait pour redresser leurs finances publiques ? « Ils ont été dans l'obligation de prendre des mesures radicales » : c'est par exemple le recul de l'âge de la retraite (69 ans en 2040) ou la suppression annoncée de 1 million de postes dans les services publics entre 2010 et 2017 ; 550 000 postes ont déjà été supprimés depuis 2010.

Au Royaume Uni, l'augmentation de l'emploi marchand a permis de relancer la croissance.

Ce succès britannique repose sur un pari : arriver à compenser la réduction des dépenses et des emplois publics par la création d'emplois dans le secteur marchand. « Au cours de la période 2008-2013, près de trois emplois marchands sont créés pour une suppression d'emploi dans la fonction publique, analyse le Cercle d'outre-Manche. Les Britanniques ont fait le choix d'une politique d'austérité en baissant leurs dépenses publiques et en pratiquant une politique de compétitivité salariale avec perte de pouvoir d'achat. »

La France a fait l'inverse, pour ne pas remettre en question son modèle économique et social, avec la préservation de ce que les économistes appellent les stabilisateurs automatiques (mécanismes régulateurs, comme l'indemnisation du chômage), qui amortissent les chocs. À Paris, les mesures adaptées sont retardées. Elles n'en seront que plus rudes, avertit le Cercle d'outre-Manche : « La France s'est autorisée à vivre encore quelques années sur un système protecteur qui réduit les risques sans pour autant créer de la richesse : les dépenses publiques sont passées de 52,6 % [du PIB] en 2007 à 57 % en 2013. La France n'a donc pas été contrainte de se lancer dans des réformes profondes et durables de son marché du travail, de son système de retraite ou de sa fiscalité. La gestion de la crise n'a pas entraîné de remise en [question] du système français. » ● Frédéric Pons

www.cercledoutremanche.com

